



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Epinal, le 31/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

Européen de l'Entreprise
17 Rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

Références : S-23-1012RP

Code AIOT : 0006209400

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/12/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté Route de Neufchateau Lieu-dit Derrière le Grand Bois 88140 Vaudoncourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En date du 10 août 2020, la société SUEZ RV Nord Est a déposé auprès du préfet des Vosges, une notification de mise à l'arrêt de l'installation de stockage accompagnée d'une demande d'institution de servitudes d'utilités publiques. Cette transmission a marqué le début de la mise en cessation d'activité du site (fin des apports au 31 décembre 2020). Elle s'est suivie de la communication, en date du 05 mai 2021, d'une proposition d'usage futur et, le 15 février 2022, d'un mémoire de réhabilitation. Ce mémoire présente les travaux et surveillance à réaliser dans le cadre de la cessation d'activité et du suivi post-exploitation du site. La visite d'inspection réalisée avait pour objectif de constater des travaux conduits et notamment vis-à-vis de la couverture du site (des irrégularités ayant été constatées par le passé).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- Route de Neufchateau Lieu-dit Derrière le Grand Bois 88140 Vaudoncourt
- Code AIOT : 0006209400
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de stockage de déchets inertes et amiantées en cours de cessation d'activité.

Le thème de visite retenu est les travaux réalisés dans le cadre de la cessation d'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fin d'exploitation - Couverture finale	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 44	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mesure des fibres d'amiantes dans les eaux de ruissellement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	/	Sans objet
3	Autosurveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés conduisent l'Inspection à relever des non-conformités vis-à-vis de la couverture réalisée dans le cadre de la cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fin d'exploitation - Couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 44
Thème(s) : Autre, Fin d'exploitation, casier de stockage mono déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les casiers mono-déchets dédiés au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, la couverture finale comprendra une couche anti-érosion composée d'éléments minéraux grossiers, d'une épaisseur minimale d'un mètre.
Constats : Dans le cadre de la fin d'exploitation du site de stockage (cf. Paragraphe 1 du présent rapport), l'exploitant a procédé à des travaux afin d'établir une couverture en conformité avec les exigences de l'article susvisé, à savoir, une épaisseur minimale d'un mètre d'une couche anti-érosion. Si les constats réalisés lors de la visite d'inspection montrent que cette prescription semble être respectée (le rapport d'exécution des travaux n'ayant pas encore été reçu par l'Inspection) sur une grande partie du site, la couverture des flancs des casiers, notamment au sud-ouest du site, est dégradée et n'est pas conforme aux exigences réglementaires. Ces dégradations, dues à une forte pente et à l'activité faunistique (renards notamment), avaient déjà été constatées lors de la visite du 16 décembre 2020 et avaient entraîné des actions correctives de la part de l'exploitant (suivi renforcé et rebouchage) qui ont fait l'objet d'un contrôle à l'occasion de la visite du 02 décembre 2021. Le site étant en cours de cessation d'activité, l'exploitant s'est engagé, lors de la visite objet de ce rapport, à revenir vers l'Inspection avec des solutions techniques compatibles avec les exigences réglementaires. Aussi et, par courrier électronique du 27 juin 2023, l'exploitant propose : <ul style="list-style-type: none">• la mise en œuvre sur 9 600 m² de 30 cm de terre minimum pour le reprofilage des flancs ;• la pose d'un dispositif anti-fouisseur sur l'ensemble des 9 600 m² ;• l'enherbement pour limiter l'érosion superficielle. Si ces éléments ne sont pas de nature à répondre entièrement aux exigences réglementaires, s'agissant notamment de l'épaisseur requise, l'Inspection note que les travaux engagés seront de nature à prévenir, à court et moyen terme, le découverture des déchets d'amiante stockés et propose donc de ne pas engager dans l'immédiat de suites administratives. Il est demandé à l'exploitant d'évaluer la pertinence et l'équivalence de la solution proposée vis-à-vis de la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ainsi que sa faisabilité réglementaire, notamment vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesure des fibres d'amiantes dans les eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
Constats : Les résultats des analyses réalisées au cours de l'année 2022 dans le bassin EP3 rendent compte d'absence de fibres d'amiantes dans les eaux de ruissellement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
Thème(s) : Autre, Surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂⁻, NO₃⁻, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺, Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;paramètres biologiques : DBO₅ ;paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;autres paramètres : hauteur d'eau.
Constats : Ces éléments n'appellent pas d'observation. La période de réalisation des analyses est respectée et les résultats ne montrent pas de dérive significative des paramètres mesurés par rapport aux données historiques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet